

Bureau de lutte contre l'homophobie
et la transphobie
Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
VOLET LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

TABLE DES MATIÈRES DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP1-01	Nombre d'ETC dédiés au Bureau de la lutte contre l'homophobie et la transphobie et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés et indiquer depuis combien de temps chaque titulaire occupe son poste.	
RP1-02	Concernant le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028, veuillez nous fournir, pour chacune des mesures : a) Les sommes prévues, par année; b) Sur ce montant, veuillez nous indiquer combien sont de nouveaux crédits; c) Les sommes réellement investies en 2025-2026.	
RP1-03	La liste des rencontres du Comité interministériel de lutte contre l'homophobie en 2025-2026 en indiquant : a) La date de la rencontre; b) Le lieu de la rencontre; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Le procès-verbal; f) Les recommandations formulées; g) La liste des rencontres inscrites à l'agenda pour 2026-2027.	
RP1-04	Mesures mises en place pour publiciser l'interdiction des thérapies/pratiques de conversion au Québec.	
RP1-05	Veuillez indiquer le nombre de rencontres et le nombre de communications que votre ministère et les organismes dont il est responsable ont eu avec l'organisme Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec).	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-06	Veuillez fournir la liste des organismes communautaires se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie ayant déposé une demande d'aide financière. Pour chacun des organismes, veuillez nous indiquer ceux qui ont reçu un financement en indiquant le montant que chacun d'entre eux a reçu.	
RP1-07	Pour 2025-2026, outre le financement des organismes se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie (question 12 des renseignements particuliers), veuillez nous indiquer les actions et les mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre l'homophobie et la transphobie ainsi que les sommes octroyées.	
RP1-08	Parmi toutes les actions et mesures destinées à soutenir les organismes LGBT, indiquer la proportion destinée aux organismes trans pour 2025-2026.	Cette question est répondue à la question RP-07 de l'opposition officielle.
RP1-09	Parmi les sommes investies pour soutenir les organismes LGBT, indiquer la proportion destinée aux organismes trans pour 2025-2026.	Cette question est répondue à la question RP-07 de l'opposition officielle.
RP1-10	Veuillez expliquer le processus d'attribution des sommes réservées pour le financement complémentaire à la mission des organismes LGBT prévue au Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022 et 2023-2028.	
RP1-11	Pour 2025-2026, indiquer les mesures ou actions mises en œuvre afin de vous conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil.	

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP1-12	Veillez nous fournir la liste des documents produits par le comité de Sages au sujet de la réflexion sur les enjeux relatifs aux personnes trans et non binares au Québec et où le dossier des marqueurs de genre ou de sexe fait partie des sujets abordés.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-13	Veillez nous détailler l'ensemble des suivis apportés au rapport du comité de Sages (ex. : mise en place de comité, investissements, campagne de sensibilisation, etc.).	
RP1-14	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies afin de vous conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil.	Le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie ne dispose pas d'information à ce sujet.
RP1-15	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies par votre ministère afin de se conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil.	Le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie ne dispose pas d'information à ce sujet.
RP1-16	Pour 2025-2026, indiquer le nombre de constats d'infraction et d'amendes donnés en vertu de l'article 3 et de l'article 4 de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre.	Cette question relève du ministère de la Justice.
RP1-17	En 2025-2026, nommer les actions prises par le Secrétariat auprès de la RAMQ et de la SAAQ afin de respecter le Code civil en matière de droits de la personne et d'État civil et pour la mise en place du marqueur X.	
RP1-18	En 2025-2026, veuillez nous détailler l'ensemble des actions et des sommes investies pour lutter contre l'augmentation de l'intolérance envers la communauté LGBTQ+.	
RP1-19	Veillez nous fournir la liste des indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'impact des actions gouvernementales en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie et les résultats obtenus pour chacune des actions.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-20	Veillez nous fournir la liste des rencontres du ministre responsable avec des groupes de la société civile œuvrant dans ce domaine. Pour chacune des rencontres, veuillez nous fournir la date, le lieu de la rencontre, les sujets abordés et les décisions prises.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-21	Concernant les plaintes déposées pour discrimination ou violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre auprès des ministres et/ou organismes pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, veuillez nous fournir : a) Le nombre d'enquêtes ouvertes; b) Le délai moyen de traitement d'une plainte; c) Les recommandations émises; d) Les sanctions appliquées.	
RP1-22	Liste des formations obligatoires offertes aux fonctionnaires sur les enjeux LGBTQ+ et le montant des crédits dédiés. Pour chacune de ces formations, par ministère ou organisme, veuillez nous fournir : a) Le nombre d'employés ayant suivi ces formations, par catégorie d'emploi par ministère pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.	
RP1-23	Liste des formations non-obligatoires offertes aux fonctionnaires sur les enjeux LGBTQ+ et le montant des crédits dédiés. Pour chacune de ces formations, par ministère ou organisme, veuillez nous fournir : a) Le nombre d'employés ayant suivi ces formations, par catégorie d'emploi par ministère pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.	

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP1-24	Nombre d'interventions policières liées à des incidents de violence homophobe ou transphobe. Veuillez également nous fournir les détails des actions entreprises.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-25	La liste des rencontres entre le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie et le ministère de la Sécurité publique pour contrer les violences homophobes.	
RP1-26	Veuillez nous fournir la liste des engagements internationaux pris par le Québec en matière de droits des personnes LGBTQ+ (ex. ONU, Francophonie, OEA). Pour chacun de ces engagements, veuillez nous fournir les suivis effectués.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-27	Liste des conférences, forums ou sommets internationaux où le Québec a défendu explicitement les droits des personnes LGBTQ+ depuis 2022.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-28	Veuillez nous fournir la liste des projets à l'international financés et soutenus par le gouvernement en faveur des communautés LGBTQ+. Pour chacun des projets, veuillez nous fournir une courte description du projet ainsi que le financement octroyé.	Cette question relève du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
RP1-29	Veuillez fournir la liste des revendications spécifiques sur la protection des droits LGBTQ+ au sein de l'OIF.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RP1-30	Veuillez nous fournir la liste des engagements ou mesures prises pour intégrer les droits des personnes LGBTQ+ dans les stratégies de coopération francophone.	Cette question relève du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
RP1-31	Veuillez nous fournir la liste des actions concrètes mises en place pour lutter contre la discrimination à l'embauche des personnes LGBTQ+, notamment des personnes trans et non binaires depuis 2022.	
RP1-32	Veuillez nous fournir la liste des ministères et organismes qui ont mis en place des politiques internes de diversité et d'inclusion LGBTQ+ dans leur politique d'embauche.	

QUESTION RP1-01	Nombre d’ETC dédiés au Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie et la liste des postes en indiquant s’ils sont comblés et indiquer depuis combien de temps chaque titulaire occupe son poste.
--------------------	--

Le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie compte sept ETC : un gestionnaire, un coordonnateur et cinq agentes et agents de recherche et de planification socio-économique. Tous les postes sont pourvus.

QUESTION RP1-02	Concernant le Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2023-2028, veuillez nous fournir, pour chacune des mesures : a) Les sommes prévues, par année; b) Sur ce montant, veuillez nous indiquer combien sont de nouveaux crédits; c) Les sommes réellement investies en 2025-2026.
----------------------------	--

Les sommes investies en 2025-2026 pour la mise en œuvre des actions sous la responsabilité du Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie dans le *Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2023-2028* sont les suivantes :

Mesures	Sommes versées en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)
Mesure 1 : Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation aux enjeux de la diversité sexuelle et de genre, incluant les thérapies de conversion	0 \$
Mesure 9 : Mettre sur pied un groupe de travail sur les violences et les discours homophobes et transphobes	21 853 \$
Mesure 18 : Appuyer la participation des instances locales et régionales aux efforts de lutte contre l’homophobie et la transphobie	0 \$
Mesure 19 : Soutenir les organismes communautaires engagés à favoriser l’inclusion et le respect des droits des personnes de la diversité sexuelle et de genre	553 316 \$
Mesure 20 : Créer et promouvoir un répertoire Web des ressources et des outils développés dans le cadre du programme Lutte contre l’homophobie et la transphobie	0 \$
Mesure 23 : Appuyer le développement d’initiatives pour les personnes autochtones de la diversité sexuelle et de genre	0 \$
Mesure 27: Créer un Prix LGBTQ+ gouvernemental	13 459 \$
Mesure 29 : Soutenir, bonifier et promouvoir la sensibilisation du personnel et des équipes d’intervention des milieux de la santé et des services sociaux, de l’enseignement et des services publics ou communautaires.	0 \$
Mesure 38 : Appuyer, diffuser et mobiliser la recherche sur les réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre, incluant les thérapies de conversion	125 000 \$

QUESTION RP1-03	La liste des rencontres du Comité interministériel de lutte contre l’homophobie en 2025-2026 en indiquant : a) La date de la rencontre; b) Le lieu de la rencontre; c) La liste des personnes présentes; d) L’ordre du jour; e) Le procès-verbal; f) Les recommandations formulées; g) La liste des rencontres inscrites à l’agenda pour 2025-2026.
----------------------------	--

Comité interministériel de lutte contre l’homophobie et la transphobie

Le Comité de coordination a pour mandat de fournir de l’information sur l’état d’avancement des mesures du plan d’action ainsi que de contribuer à la cohérence des actions et orientations gouvernementales pour l’inclusion et l’égalité de fait des personnes LGBTQ+.

Membres : Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité au travail, ministère des Affaires municipales et de l’Habitation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie, ministère de l’Éducation, ministère de l’Enseignement supérieur, ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration, ministère des Finances, ministère de la Justice, ministère de la Langue française, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Tourisme, ministère du Travail, Office des personnes handicapées du Québec, Office des professions du Québec, Revenu Québec, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat du conseil du trésor.

Une rencontre s’est tenue le 30 octobre 2025.

**QUESTION
RP1-04**

Mesures mises en place pour publiciser l'interdiction des thérapies/pratiques de conversion au Québec.

Le *Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion* (PAGPCTC) 2021-2023, coordonné par le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie (BLCHT) du Secrétariat à la condition féminine, est terminé depuis le 31 mars 2023. Certaines de ses mesures contribuent encore à publiciser l'interdiction des thérapies de conversion au Québec en 2025-2026.

Mesure n° 1 : Mettre en œuvre une stratégie d'information et de sensibilisation de la population.

- La page Web dédiée sur les thérapies de conversion est accessible sur [Québec.ca](https://quebec.ca).

Mesure n° 3 : Élaborer et mettre en ligne des capsules vidéo sur les thérapies de conversion au Québec.

- La Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'Université du Québec à Montréal a produit pour le compte du BLCHT [cinq capsules vidéo](#) pour prévenir les thérapies de conversion, qui sont hébergées depuis le 17 mai 2023 sur YouTube. Une d'entre elles aborde spécifiquement l'interdiction légale des thérapies de conversion au Québec.

Mesure n° 7 : Bonifier la formation de l'Institut national de santé publique du Québec sur la diversité sexuelle et de genre destinée aux intervenantes et aux intervenants.

- Les deux formations sur la diversité sexuelle et de genre de l'Institut national de santé publique dorénavant bonifiées de contenus sur les thérapies de conversion et leur interdiction au Québec, ont été déployées en 2024-2025. Il s'agit de *Sexes, genres et orientations sexuelles : comprendre la diversité* et *Adapter nos interventions aux réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre, de leurs familles et de leur entourage*.

Mesure n° 13 : Appuyer les organismes communautaires engagés dans le soutien aux personnes exposées aux thérapies de conversion.

- Dans le cadre de l'appel de projets 2021-2022 du Programme d'aide financière en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie (PAFLCHT), le BLCHT a financé le projet « En finir avec les thérapies de conversion » de la Fondation Émergence. Ce projet a mené à la création du programme « [En finir avec les thérapies de conversion : Sensibiliser aux enjeux des pratiques de conversion](#) », dont la formation et les outils de sensibilisation sont toujours disponibles et abordent l'illégalité de ces pratiques au Québec.

Mesure n° 17 : Documenter la problématique des thérapies de conversion.

- Le BLCHT a confié à l'Université de Montréal la réalisation d'analyses secondaires sur les données québécoises de deux recherches pancanadiennes sur les thérapies de conversion. Les résultats de ces analyses ont donné lieu à [deux fiches synthèses](#) disponibles sur la page Web de l'équipe de recherche QOLLAB de l'Université de Montréal depuis le 12 juillet 2023.

Les efforts gouvernementaux d'information et d'éducation se poursuivent à travers plusieurs mesures du *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028* (PAGLCHT), notamment les mesures suivantes portées par le BLCHT :

Mesure n° 19 : Soutenir les organismes communautaires engagés à favoriser l'inclusion et le respect des droits des personnes de la diversité sexuelle et de genre.

- Dans le cadre de l'appel de projets 2023-2024 du PAFLCHT, le BLCHT finance sur deux ans le projet « En finir avec les thérapies de conversion – Tournée nationale du Québec » de la Fondation Émergence. Ce projet comprend le déploiement d'une version mise à jour de la formation financée via la mesure 13 du PAGPCTC 2021-2023, ainsi que de nouveaux outils de sensibilisation et d'information sur les thérapies de conversion et leur interdiction. Les publics visés sont les milieux policier, juridique, scolaire, de la santé et des services sociaux de nombreuses régions administratives du Québec.

Mesure n° 38 : Appuyer, diffuser et mobiliser la recherche sur les réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre, incluant les thérapies de conversion.

- Le BLCHT s'est doté d'une Infolettre, dont les trois éditions parues (février, mai et décembre 2024) ont promu des documents, formations et événements relatifs aux thérapies de conversion, incluant leur caractère illégal au Québec.

QUESTION RP1-05	Veillez indiquer le nombre de rencontres et le nombre de communications que votre ministère et les organismes dont il est responsable ont eu avec l’organisme Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec).
--------------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-06	Veuillez fournir la liste des organismes communautaires se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie ayant déposé une demande d'aide financière. Pour chacun des organismes, veuillez nous indiquer ceux qui ont reçu un financement en indiquant le montant que chacun d'entre eux a reçu.
----------------------------	--

Au 31 janvier 2026, les financements ci-dessous ont été attribués pour des projets déposés au Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie par des organismes communautaires en 2025-2026.

Titre du projet	Organisme	Année financière de l'annonce	Montants versés en 2025-2026
Mémoire et fierté : lutter contre les discours haineux par la valorisation de l'histoire 2SLGBTQ+ de la Capitale-Nationale	Alliance Arc-en-ciel de Québec	2025-2026	64 431 \$
Pas juste un kiosque! Prévenir l'homophobie et la transphobie en milieux jeunesse	Diversité 02	2025-2026	63 791 \$
Prisonniers du labyrinthe	GRIS Chaudière-Appalaches	2025-2026	63 293 \$
Génération en dialogue	Groupe régional d'intervention sociale (GRIS) Estrie	2025-2026	64 500 \$
Vers un consentement éclairé : outil décisionnel pour les chirurgies d'affirmation de genre	TRANS-Mauricie/Centre-du-Québec (TRANS-M/CdQ)	2025-2026	36 561 \$

QUESTION
RP1-07

Pour 2025-2026, outre le financement des organismes se consacrant à la lutte contre l’homophobie et la transphobie (question 12 des renseignements particuliers), veuillez nous indiquer les actions et les mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre l’homophobie et la transphobie ainsi que les sommes octroyées.

Organismes communautaires bénéficiant d'un soutien financier dans l’objectif de sensibiliser la population à la lutte contre l’homophobie et la transphobie – Programme d’aide financière en matière de lutte contre l’homophobie et la transphobie 31 janvier 2026			
Titre du projet	Organisme	Année financière de l’annonce	Montants versés en 2025-2026
Mémoire et fierté : lutter contre les discours haineux par la valorisation de l'histoire 2SLGBTQ+ de la Capitale-Nationale	Alliance Arc-en-ciel de Québec	2025-2026	64 431 \$
Pas juste un kiosque! Prévenir l’homophobie et la transphobie en milieux jeunesse	Diversité 02	2025-2026	63 791 \$
Prisonniers du labyrinthe	GRIS Chaudière-Appalaches	2025-2026	63 293 \$
Générations en dialogue	Groupe régional d’intervention sociale (GRIS) Estrie	2025-2026	64 500 \$
Vers un consentement éclairé : outil décisionnel pour les chirurgies d’affirmation de genre	TRANS-Mauricie/Centre-du-Québec (TRANS-M/CdQ)	2025-2026	36 561 \$
Milieux scolaires inclusifs	Diversité 02	2023-2024	13 556 \$
Sensibilisation et mobilisation régionale à la diversité sexuelle et de genre	Le Néo	2023-2024	13 739 \$
Chantier pour la pérennité	Divergenres	2023-2024	15 000 \$
L'entourage, c'est essentiel!	TRANS-Mauricie/Centre-du-Québec	2023-2024	11 822 \$
Services de proximité 2SLGBTQIA+	Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville	2023-2024	14 993 \$
Spectacles et ateliers de sensibilisation aux réalités LGBTQ+ pour les jeunes publics	L'Arrière Scène, centre dramatique pour l'enfance et la jeunesse en Montérégie	2023-2024	15 000 \$
Éclat de genres	L'Anonyme U.I.M.	2023-2024	14 992 \$

QUESTION
RP1-07

(SUITE)

Bulletin d'information : A+llié.e.s	Les 3 sex*	2023-2024	14 984 \$
En finir avec les thérapies de conversion – Tournée nationale au Québec	Fondation Émergence	2023-2024	15 000 \$
Vers une société plus inclusive : Mobiliser et sensibiliser les alié.e.s aux réalités des communautés 2SLGBTQ+	Alliance Arc-en-Ciel de Québec	2023-2024	14 638 \$
REPRÉSENTE - La diversité des langages jeunesse 2SLGBTQIA+ au Québec	Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+	2023-2024	50 000 \$
Fausse nouvelles, vrais impacts : des outils d'autodéfense face à la désinformation	Conseil québécois LGBT	2023-2024	15 000 \$
Comprendre et contrer les impacts de la polarisation des discours relatifs à la diversité sexuelle et de genre sur les milieux scolaires québécois et leurs élèves.	GRIS-Montréal	2023-2024	15 000 \$
Programme de formations et d'ateliers Trans 101	Aide aux trans du Québec	2023-2024	14 792 \$
Pour une Montérégie plus inclusive aux réalités LGBTQ+	Jeunes adultes gai.e.s	2023-2024	12 895 \$
AVEC la communauté : travail de proximité	Divers-Gens	2023-2024	9 329 \$

Organisme communautaire bénéficiant d'un soutien financier du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie dans le cadre de la Mesure 96 (Soutenir la réalisation d'initiatives visant l'adoption de pratiques et de comportements de bientraitance à l'égard des personnes âgées LGBTQ+) du <i>Plan d'action gouvernemental 2024-2029 : La fierté de vieillir</i> 31 janvier 2026			
Titre du projet	Organisme	Année financière de l'annonce	Montant versé en 2025-2026
Pour que vieillir soit gai	Fondation Émergence	2024-2025	250 000 \$

QUESTION RP1-08	Parmi toutes les actions et mesures destinées à soutenir les organismes LGBT, indiquer la proportion destinée aux organismes trans pour 2025-2026.
--------------------	--

Veillez vous référer à la réponse à la question 07 des renseignements particuliers de l’opposition officielle.

QUESTION RP1-09	Parmi les sommes investies pour soutenir les organismes LGBT, indiquer la proportion destinée aux organismes trans pour 2025-2026.
--------------------	--

Veillez vous référer à la réponse à la question 07 des renseignements particuliers de l’opposition officielle.

QUESTION RP1-10	Veuillez expliquer le processus d’attribution des sommes réservées pour le financement complémentaire à la mission des organismes LGBT prévue au Plan de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2017-2022 et 2023-2028.
----------------------------	---

L’aide complémentaire est une mesure mise en place en 2012-2013 qui vise à remédier au manque de ressources vécu par les organismes des communautés LGBTQ+. Par cette mesure, le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie (BLCHT) souhaite assurer une plus grande stabilité des organismes LGBTQ+, favoriser la continuité de l’intervention communautaire pour contrer l’homophobie et la transphobie et limiter ainsi l’instabilité créée par le financement par projets.

De 2012 à 2025, le BLCHT transférait des sommes au ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale et au ministère de la Santé et des Services sociaux afin qu’ils versent l’aide complémentaire à certains organismes agissant en matière de lutte à l’homophobie et à la transphobie déjà soutenus à la mission globale.

Afin d’assurer une gestion plus efficiente et un renforcement du contrôle des crédits, un nouveau volet a été ajouté au Programme d’aide financière en matière de lutte contre l’homophobie et la transphobie. Le BLCHT octroie dorénavant les fonds directement aux organismes et s’assure du suivi administratif et de la reddition de comptes de ces sommes.

QUESTION RP1-11	Pour 2025-2026, indiquer les mesures ou actions mises en œuvre afin de vous conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil.
--------------------	--

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

QUESTION RP1-12	Veuillez nous fournir la liste des documents produits par le comité des Sages au sujet de la réflexion sur les enjeux relatifs aux personnes trans et non binares au Québec et où le dossier des marqueurs de genre ou de sexe fait partie des sujets abordés.
----------------------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-13	Veuillez nous détailler l’ensemble des suivis apportés au rapport du comité de Sages (ex. : mise en place de comité, investissements, campagne de sensibilisation, etc.).
--------------------	---

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie n’a pas eu pour mandat de faire de suivis relativement au rapport du Comité de sages sur l’identité de genre.

QUESTION RP1-14	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies afin de vous conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d’état civil.
--------------------	---

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie ne dispose pas d’information à ce sujet.

QUESTION RP1-15	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies par votre ministère afin de se conformer à la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil.
--------------------	---

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie ne dispose pas d’information à ce sujet.

QUESTION RP1-16	Pour 2025-2026, indiquer le nombre de constats d’infraction et d’amendes donnés en vertu de l’article 3 et de l’article 4 de la <i>Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre.</i>
----------------------------	---

Cette question relève du ministère de la Justice.

QUESTION RP1-17	En 2025-2026, nommer les actions prises par le Secrétariat auprès de la RAMQ et de la SAAQ afin de respecter le Code civil en matière de droits de la personne et d’État civil et pour la mise en place du marqueur X.
--------------------	--

Le gouvernement du Québec permet que le marqueur X puisse être apposé sur les permis de conduire et sur les cartes d’assurance maladie.

QUESTION RP1-18	En 2025-2026, veuillez nous détailler l’ensemble des actions et des sommes investies pour lutter contre l’augmentation de l’intolérance envers la communauté LGBTQ+.
--------------------	--

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie (BLCHT) est responsable de l’action 9 du *Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2023-2028* qui consiste à mettre sur pied un groupe de travail sur les violences et les discours homophobes et transphobes.

- Ce groupe de travail regroupe des ministères et organismes gouvernementaux, chercheurs universitaires et organismes des communautés LGBTQ+. Il a pour mandat de fournir une expertise et de conseiller le BLCHT, notamment sur les réseaux sociaux, ainsi que sur les pistes d’intervention possibles.
- Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, le groupe de travail a tenu quatre rencontres.
- Le groupe de travail poursuit ses réflexions sur les enjeux de la montée de la violence et des discours haineux anti-LGBTQ+.
- Le BLCHT soutient également un projet de recherche de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violents (Chaire UNESCO-PREV) de l’Université de Sherbrooke. Le projet vise à analyser les politiques, programmes et cadres juridiques adoptés par différents gouvernements au Canada et à l’étranger ainsi que par certaines organisations internationales pour répondre aux discours, incidents et crimes haineux ciblant les personnes associées à la diversité sexuelle et de genre. En 2025-2026, le BLCHT a versé 21 253 \$ à ce projet.

À l’issue de l’appel de projets 2023-2024 du Programme d’aide financière en matière de lutte contre l’homophobie et la transphobie, un montant de 30 000 \$ a été octroyé à deux projets en lien avec les discours haineux, soit :

Organismes	Titre du projet	Montants versés en 2025-2026
GRIS Montréal	Comprendre et contrer les impacts de la polarisation des discours relatifs à la diversité sexuelle et de genre sur les milieux scolaires québécois et leurs élèves	15 000 \$
Conseil québécois LGBT	Fausse nouvelles, vrais impacts : des outils d’autodéfense face à la désinformation	15 000 \$

QUESTION RP1-19	Veuillez nous fournir la liste des indicateurs de performance utilisés pour mesurer l’impact des actions gouvernementales en matière de lutte contre l’homophobie et la transphobie et les résultats obtenus pour chacune des actions.
--------------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-20	Veillez nous fournir la liste des rencontres du ministre responsable avec des groupes de la société civile œuvrant dans ce domaine. Pour chacune des rencontres, veuillez nous fournir la date, le lieu de la rencontre, les sujets abordés et les décisions prises.
--------------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-21	Concernant les plaintes déposées pour discrimination ou violence fondée sur l’orientation sexuelle ou l’identité de genre auprès des ministres et/ou organismes pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, veuillez nous fournir : a) Le nombre d’enquêtes ouvertes; b) Le délai moyen de traitement d’une plainte; c) Les recommandations émises; d) Les sanctions appliquées.
----------------------------	---

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie ne dispose pas de cette information qui relève des différents ministères et organismes.

QUESTION RP1-22	Liste des formations obligatoires offertes aux fonctionnaires sur les enjeux LGBTQ+ et le montant des crédits dédiés. Pour chacune de ces formations, par ministère ou organisme, veuillez nous fournir : a) Le nombre d'employés ayant suivi ces formations, par catégorie d'emploi par ministère pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.
----------------------------	---

Le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie ne dispose pas de cette information qui relève des différents ministères et organismes.

QUESTION RP1-23	Liste des formations non-obligatoires offertes aux fonctionnaires sur les enjeux LGBTQ+ et le montant des crédits dédiés. Pour chacune de ces formations, par ministère ou organisme, veuillez nous fournir : a) Le nombre d'employés ayant suivi ces formations, par catégorie d'emploi par ministère pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.
----------------------------	---

En octobre 2025, le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie (BLCHT) ainsi que le Secrétariat à la condition féminine ont offert à tout le personnel la formation suivante :

INSPQ : [Sexes, genres et orientations sexuelles : comprendre la diversité](#)

- Gestionnaires : 4
- Professionnelles et professionnels : 33
- Adjointe administrative : 1
- Techniciennes administratives : 2

Le BLCHT ne dispose pas de l’information qui relève des différents ministères et organismes.

QUESTION RP1-24	Nombre d'interventions policières liées à des incidents de violence homophobe ou transphobe. Veuillez également nous fournir les détails des actions entreprises.
--------------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-25	La liste des rencontres entre le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie et le ministère de la Sécurité publique pour contrer les violences homophobes.
--------------------	---

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie a rencontré le ministère de la Sécurité publique dans le cadre de ses travaux du Groupe de travail sur les violences et les discours homophobes et transphobes :

- 20 mai 2025;
- 18 septembre 2025;
- 26 novembre 2025;
- 28 janvier 2026.

QUESTION RP1-26	Veuillez nous fournir la liste des engagements internationaux pris par le Québec en matière de droits des personnes LGBTQ+ (ex. ONU, Francophonie, OEA). Pour chacun de ces engagements, veuillez nous fournir les suivis effectués.
----------------------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-27	Liste des conférences, forums ou sommets internationaux où le Québec a défendu explicitement les droits des personnes LGBTQ+ depuis 2022.
----------------------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-28	Veillez nous fournir la liste des projets à l’international financés et soutenus par le gouvernement en faveur des communautés LGBTQ+. Pour chacun des projets, veuillez nous fournir une courte description du projet ainsi que le financement octroyé.
----------------------------	---

Cette question relève du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

QUESTION RP1-29	Veillez fournir la liste des revendications spécifiques sur la protection des droits LGBTQ+ au sein de l'OIF.
----------------------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

QUESTION RP1-30	Veuillez nous fournir la liste des engagements ou mesures prises pour intégrer les droits des personnes LGBTQ+ dans les stratégies de coopération francophone.
--------------------	--

Cette question relève du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

QUESTION RP1-31	Veuillez nous fournir la liste des actions concrètes mises en place pour lutter contre la discrimination à l’embauche des personnes LGBTQ+, notamment des personnes trans et non binares depuis 2022.
--------------------	---

Aucune action concrète mise en place par le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie pour lutter contre la discrimination à l’embauche des personnes LGBTQ+.

QUESTION RP1-32	Veuillez nous fournir la liste des ministères et organismes qui ont mis en place des politiques internes de diversité et d’inclusion LGBTQ+ dans leur politique d’embauche.
----------------------------	--

Le Bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie ne dispose pas de cette information qui relève des différents ministères et organismes.

